

## La question afghane .

**Raphaël Vahé**  
**Directeur-Adjoint**  
**de l'Institut de**  
**recherche et de**  
**documentation sur la**  
**Paix**

L'Afghanistan est aujourd'hui l'un des pays les plus misérables du monde. Sa population endure l'un des plus terribles martyrs. Aux cruautés de la guerre, sans fin depuis l'intervention de l'URSS en 1979, se sont ajoutées depuis des mois les affres de la faim. La tragédie du peuple afghan est aggravée par le " *statut de parias* " des talibans qui contrôlent au moins 90 % du territoire<sup>1</sup>. Peu de régimes ne polarisent autant de répulsion et particulièrement en France, où un vaste mouvement de solidarité pour la défense des droits des femmes afghanes se développe<sup>2</sup>. Le sort des femmes afghanes est jugé effroyable par un rapport de la Commission des Droits de l'homme de l'Onu, adopté le 20 avril 2000. Celui-ci évoque leur confinement au foyer, le déni du droit à l'éducation, à la santé, au travail et à la sécurité physique. Les talibans prétendent asseoir le plus pur des régimes islamiques. L'Islam qu'ils professent est primaire et serait rejeté par l'écrasante majorité des musulmans de par le monde<sup>3</sup>. Si les talibans, instrumentalisés par les Etats-Unis et le Pakistan dès 1995 pour une reconquête du pays et d'un état capable d'en finir avec les centaines de petits chefs de guerre issus de la résistance ayant mis en coupe réglée le pays, sont frappés autant d'ostracisme par la communauté internationale c'est parce qu'ils choquent une conscience qui, parmi d'autres valeurs, défend l'égalité homme-femme, rejette les châtiments corporels, dénonce l'obscurantisme<sup>4</sup>. Le risque est qu'au nom de ces combats justes, l'aide aux populations afghanes en détresse se tarisse et que l'aide internationale, et particulièrement française, s'étiolle<sup>5</sup>.

- **Le " syndrome afghan "**

### **Le Pakistan : isolement croissant.**

Le Pakistan devenu la septième puissance nucléaire déclarée en soutenant militairement et logistiquement les talibans, s'est isolé des autres pays de la région, notamment ceux d'Asie Centrale et de son allié iranien. Les bonnes relations traditionnelles avec l'Iran forgées dans le CENTO<sup>6</sup> s'étaient tendues après la révolution iranienne des années 80. Plus récemment une amélioration des relations bilatérales avait été observée : " *l'Iran*

---

**1 Emirats d'Afghanistan** : une situation institutionnelle confuse a prévalu après la chute du régime mis en place par l'Urss le 27/04/92. Cette situation a été marquée par une guerre civile entre factions, qui s'est poursuivie après la prise de Kaboul par les taliban le 26/09/96. Capitale : Kaboul. Superficie : 647 497 km<sup>2</sup>. Population : 21 354 000. Langue pachtou, dari, ouzbek, etc. Monnaie : afghani ( au taux officiel, 100 afghanis = 0,20 FF au 30/04/99). Nature de l'Etat : émirat islamique. Nature du régime : autoritaire. **Chef de l'Etat** et du gouvernement de la République islamiste d'Afghanistan reconnu par l'Onu au 31/09/98, **Nuddin Rabbani** ( depuis le 28/06/92). Le pouvoir est détenu de fait par **les talibans**.

<sup>2</sup> **Le Manifeste de soutien aux droits fondamentaux de la femme afghane** ( signé à l'occasion de la venue à Paris du mollah Mohammad Abbas, qui joue le rôle de ministre de la santé au sein du gouvernement talibans) par Marie-George Buffet, Dominique Voynet, Martine Aubry, Yvette Roudy, Elisabeth Badinter, Roselyne Bachelot, Clémentine Autain, Geneviève Fraisse... ( dans l'Humanité du 1<sup>er</sup> mars 2001) .

**l'Appel de Marie-George Buffet** pour qu'une délégation afghane mixte participe aux prochains jeux olympiques ( dans l'Humanité du 29/06/2001).

L'Association **NEGAR** : soutien aux femmes afghanes, tél/fax : 01 48 35 07 46 ; B.P. 10 25770 FRANCOIS.

<sup>3</sup> **Point de vue dans Le Monde du 09/03/01** : " **Allah, que de crimes en ton nom** ", de Adonis ( poète ), Malk Chebel ( anthropologue ), Mohsen Draz, ( islamologue ), Mezri Haddad ( philosophe ), Salah Stétié ( écrivain et poète ).

<sup>4</sup> " **Le drame afghan** ", Forum dans La Croix du 23/02/01, de Chantal Aubry et Jean-Christophe Ploquin.

<sup>5</sup> **Les sanctions sont la pire des solutions**, par **Olivier Roy**, directeur de recherches au CNRS, dans La Croix, Forum du 23/02/01

<sup>6</sup> **Le CENTO** : alliance des années 50 tournée contre l'Urss et regroupant outre les Etats-Unis et le Royaume-Uni, les alliés occidentaux de l'époque : Turquie, Iran, Pakistan, sur la base du Pacte de Bagdad adopté en février 1955. Elle a été dissoute en mars 79.

est l'un des rares pays qui ait soutenu les essais nucléaires pakistanais et offert une aide, notamment du pétrole après l'application des sanctions <sup>7</sup>. Le Pakistan était opposé à l'avance des talibans sur Herat (Nord-Ouest de l'Afghanistan) considéré comme une zone d'influence iranienne à l'instar de Djalalabad perçue comme une zone d'influence pakistanaise. Devant l'avancée des talibans, l'Iran, qui avait toujours soutenu les chiites afghans a accru son aide militaire et humanitaire à l'Alliance du Nord antitaliban du médiatique commandant Ahmed Shah Massoud, héros de la résistance afghane aux Soviétiques. La prise de Mazar-e Sharif puis de Bamiyan et le massacre des diplomates iraniens et de chiites afghans qui a suivi ont provoqué la colère du gouvernement iranien. Pour les talibans qui ne se préoccupent pas vraiment de ce que le monde extérieur pense d'eux, " *tuer des chiites à Mazas-e Sharif ou à Bamiyan est un devoir religieux, mais pour le Pakistan, c'est une catastrophe diplomatique* " <sup>8</sup>... Au même moment, deux ambassades américaines en Afrique de l'Est ont fait l'objet d'un attentat à la bombe dont le commanditaire Oussama Ben Laden est réfugié auprès des talibans depuis 1996. C'est dans ce contexte que sont intervenues les frappes américaines d'août 1998 sur des camps de militaires islamistes dans les zones tenues par les talibans ( il s'agissait essentiellement du mouvement Harakat-al Ansar qui combat au Cachemire indien)...

Cette situation a provoqué un réalignement des alliances dans toute la région, préjudiciable au Pakistan. Le Premier ministre pakistanais de l'époque, Nawaz Sharif, " accusé de complicité avec les Etats-Unis " s'est empressé d'annoncer que le Coran et la Sunna deviendraient la loi suprême du pays, plombant désormais son pays d'une image de pays radical à l'instar du Soudan.

Le Pakistan a toujours souhaité servir de débouchés aux produits de l'Asie Centrale, notamment à ceux du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, ce qui renforcerait sa capacité industrielle. Pour cela, afin de joindre la région Caspienne à l'océan Indien, il lui faut maîtriser la façade occidentale de l'Afghanistan, là où les montagnes ne sont pas élevées. Sortir le gaz par Herat, l'amener par Kandachas vers Karachi ou par Multan vers l'Inde et New-Delhi, soit d'Herat à travers le Baloutchistan pakistanais jusque la région de Gwadar, telles sont les options possibles du transit pakistanais <sup>9</sup>. Le soutien d'Islamabad au mouvement intégriste taliban s'explique par cette volonté de contrôler l'Afghanistan. Elle s'insère dans un dispositif géopolitique pakistanais plus vaste qu'on peut résumer à une poussée vers le Nord où Islamabad interfère aussi dans les crises du Tadjikistan et du Cachemire indien. L'objectif de cette poussée septentrionale est d'aménager le désenclavement de l'Asie Centrale vers l'océan Indien au bénéfice du Pakistan, garant d'une " *profondeur stratégique* " en cas de conflit avec le voisin ennemi indien <sup>10</sup>. Dans cette dynamique, le Pakistan peut s'appuyer sur les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, mais il s'oppose à la Russie et l'Iran. Une des clefs du jeu pakistanais sera l'attitude future de l'Ouzbékistan qui s'est désolidarisé de Moscou à propos du Tadjikistan. Si Islamabad devait lâcher un jour les talibans, une nouvelle convergence pourrait naître entre les deux pays, tous deux expansionnistes et nourrissant des rêves d'hégémonie régionale. La route pakistanaise vers la Caspienne pourrait alors se révéler prépondérante. **Mais, en réalité, la crise d'août 1998 a mis en avant un étonnant renversement d'alignements stratégiques : les Etats-Unis se sont retrouvés du même côté que l'Iran face à une nébuleuse de radicaux islamistes sunnites soutenus presque ouvertement par le Pakistan.** Cela étant, aucun des acteurs n'a voulu prendre de position extrême... Les Pakistanais ont poursuivi leur aide aux talibans, tandis que les Russes et les Iraniens reprenaient leur aide discrète à la coalition du Nord dont désormais le commandant Massoud est le pivot. **La crise afghane accentue la polarisation ethnique de la région notamment entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.** Les talibans donnent refuge à toutes les oppositions islamiques radicales de la région, dont en Ouzbékistan celle du parti de la libération dirigé par Tahir Yoldashev.

### Quelle menace islamiste ?

La question de la menace islamiste en Asie Centrale est difficile à évaluer <sup>11</sup>. Deux écueils à éviter : exagérer le risque ou au contraire, le sous-estimer.

Si on trouve en Asie Centrale un certain nombre de groupes ou d'organisations islamistes ainsi qu'un contexte régional perturbé ( au Tadjikistan et en Afghanistan) il ne faudrait pas pour autant en tirer " *la conclusion prématurée qu'une vague fondamentaliste animée d'un projet politique est sur le point de submerger l'ensemble de la région* ". <sup>12</sup>En fait si on a bien assisté depuis l'indépendance à un retour de l'Islam en Asie Centrale – Islam

<sup>7</sup> **Pakistan : institution à la dérive et isolement croissant**, de Mariam Abou Zahab, dans Politique étrangère-4/98. P. 813.

<sup>8</sup> M.A. Zahab, op.cit.p.813

<sup>9</sup> **La nouvelle Caspienne**, les enjeux post-soviétiques. André Dulait ex François Thual. Editions ellipses 1998. p.66

<sup>10</sup> **L'exception talibane**. Bruno Philip ; Le Monde du 12/03/01

<sup>11</sup> **La menace islamiste**, dans **Géopolitique de la Nouvelle Asie Centrale**, de Mohammad Reza Djalili et Thierry Kellner, PUF p.239 ( 2001).

<sup>12</sup> Djalili et Kellner, op.cit. p.239 et suivantes.

qui n'avait en fait d'ailleurs jamais véritablement disparu pendant l'époque soviétique et s'était maintenu grâce à un islam parallèle promu par des mollahs souvent autoproclamés et les confréries soufies- ce phénomène demeure largement circonscrit dans le domaine privé. Il ne conduit pas nécessairement partout au radicalisme islamique. Outre la faiblesse historique de l'Islam au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Turkménistan et sa dimension soufie dans la région, le phénomène de “ *revivalisme islamique est encouragé, contrôlé, voire manipulé par les pouvoirs en place* ”. Dès l'indépendance les gouvernements centrasiatiques ont récupéré la symbolique islamique à leur profit et promu un islam national pour légitimer leur autorité voire leur politique de répression comme en Ouzbékistan. Si l'Islam est devenu un facteur culturel important, une référence identitaire obligée pour les élites nationales, parallèlement les pouvoirs en place s'opposent au développement d'un radicalisme islamique qui constitue par ailleurs une force politique limitée. “ *La potentialité de ce type de menace ne doit pas être confondue avec sa réalité. Les régimes centrasiatiques ne portent-ils pas une part de responsabilité dans l'apparition d'une contestation islamiste, du fait de leur verrouillage de l'espace politique, qui empêche la population d'exprimer son mécontentement légitime face aux problèmes liés à la transition économique* ” ? Question pertinente largement explicitée par Reza-Djalili et Kellner dans leur convaincante Géopolitique de la Nouvelle Asie Centrale<sup>13</sup>.

### **L'argument islamique de la Russie.**

Même réduite à son territoire actuel, la Fédération de Russie reste un pays où l'Islam représente la seconde religion avec 11 millions d'adeptes. L'attitude du pouvoir central a toujours été ambivalente à l'égard de l'Islam mis, alternativement en avant comme un élément constitutif de la spécificité russe par rapport à l'Europe et à l'Asie ou, au contraire, comme une menace pour l'identité russe, mais aussi pour toute l'Europe.

Paradoxalement, au moment de l'effondrement de l'Urss, Moscou n'a guère prêté d'attention à sa périphérie centrasiatique. Les autorités russes de l'époque ont orienté prioritairement la politique extérieure de la Fédération de Russie en direction de l'Occident, considérant l'Asie Centrale comme *un fardeau* semi-féodal, conservateur, voire nostalgique de l'Urss qui pourrait freiner le redressement économique et l'ancrage européen de la Russie. La politique étrangère de la Russie à l'égard des Etats de l'ex-Urss a souvent oscillé entre une tentation isolationniste et une attitude néo-hégémonique visant à rétablir sa prédominance dans ce qu'elle considère comme son territoire. Le conflit tadjik a donné à Moscou l'occasion d'envoyer ses troupes en décembre 1992 pour y maintenir la paix et surveiller la frontière avec l'Afghanistan. Au printemps 2001, les troupes russes stationnent toujours sur le territoire tadjik. A partir de 1993, à travers sa nouvelle doctrine militaire Moscou s'attribue la responsabilité de protéger les frontières extérieures de la CEI. Mais les élites aux pouvoirs des républiques concernées ne sont plus désireuses de retomber sous la domination totale de la Russie. L'Ouzbékistan et le Turkménistan vont favoriser l'autonomie alors que le Kazakhstan et le Kirghizstan vont s'efforcer de diversifier leurs relations extérieures. Du fait de l'aide russe, le Tadjikistan confronté à la guerre civile va demeurer le plus dépendant de Moscou. En Russie, on a l'impression d'avoir été privé de ses zones d'influence traditionnelle par le jeu de la politique américaine.. La plupart des experts russes du Conseil de politique étrangère et de défense considèrent que la politique américaine envers la CEI, y compris dans la région de la mer Caspienne et dans le Caucase, espace géographique considéré par Moscou “ *comme vital, comme fondamentalement anti-russe* ”<sup>14</sup>. Le 11 août 1998, au lendemain de la prise de Mazar-i-shanf par les talibans, V. Nikonov, éditorialiste des *Izvestia*, analysait la situation ainsi :

“ *Les événements des dernières semaines ont matérialisé le cauchemar de la politique extérieure russe : la mise à feu d'un énorme arc d'instabilité au Sud de la Russie et de la CEI et passant aussi par notre territoire.*

*Il est temps pour la Russie d'élaborer une stratégie diplomatique qui tienne compte de ce que la menace extérieure immédiate vient du Sud. Il faut clairement reconnaître que dans notre résistance à cette menace, nous ne pouvons compter sur l'aide des Etats-Unis ou de l'Occident en général. Les partis wahabites ( Arabie Saoudite) et talibans ( Pakistan) – qui détiennent le pouvoir en Afghanistan- sont des partenaires stratégiques des Etats-Unis.*

*La Russie doit avoir son propre système d'alliances dans la région. Et, de ce point de vue, l'Etat le plus important est l'Iran qui, malgré son propre fondamentalisme, lutte contre le wahabisme et les talibans. S'il ne convient pas d'aider l'Iran à fabriquer des armes nucléaires et balistiques, il ne faut pas pour autant renoncer à toute autre forme de coopération, malgré les menaces américaines de sanction... ”*<sup>15</sup>.

Pour répondre à cette situation nouvelle, une nouvelle doctrine de politique étrangère a été mise au point, d'abord par Evgueni Primakov, puis parachevée et rendue publique le 10 juillet 2000 par Vladimir Poutine, venant compléter les doctrines militaires et stratégiques précédentes et remplacer la doctrine Kozyrev établie en

<sup>13</sup> Ibid.p. 239 et suivantes.

<sup>14</sup> Ibid.p.79. Suivant une étude de la Fondation Carnegie et “ **les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington** ”. Le Monde 4/.5/06/2000, de F. Bonnet

<sup>15</sup> **Géopolitique de la Russie**, de Jean-Christophe Romer. Editions Economica p.86

avril 93. Si la lutte contre l'hégémonisme américain apparaît dans les trois documents, l'objectif est d'aider à résoudre les problèmes intérieurs de la Russie et d'établir une ceinture d'Etats amis dans l'aire d'importance vitale qui couvre en fait le territoire de l'ex-Urss . La doctrine révèle une conception où l'intégration pourrait se faire à vitesse et niveaux différents<sup>16</sup> au sein de la CEI et avec la prise en compte par toutes les parties des " *intérêts de la Fédération de la Russie, y compris pour ce qui est la garantie des droits des compatriotes russes* " .

En ce qui concerne l'Asie Centrale, Moscou a adopté durant l'année 2000 une ligne d'action consistant à offrir une protection militaire en échange d'une alliance géopolitique. C'est le sens des nouvelles relations qui se sont tissées avec l'Ouzbékistan après la venue du président russe à Tachkent. L'attitude ambiguë de l'Ouzbékistan dans ses relations avec Moscou reflète le dilemme auquel ce pays est confronté : assumer des ambitions régionales en Asie Centrale tout en gardant l'aide russe face à une menace interne réelle ( le Mouvement islamique d'Ouzbékistan – IMU) doublée d'une menace potentielle externe :les talibans.

Pour assurer le rétablissement de l'influence de Moscou sur la région, l'administration Poutine joue sur le sentiment d'insécurité présent en Asie Centrale, instrumentalise la menace islamiste et se pose en garant de la stabilité. La situation afghane, de même que les incursions d'islamistes durant l'été 1999 et à nouveau durant l'été 2000 au Kirghizstan et en Ouzbékistan ont favorisé cette stratégie russe. L'Afghanistan des talibans est présenté par Moscou comme " *un centre de terrorisme international et une menace sérieuse pour toute la région* " <sup>17</sup>.

Le porte-parole du Kremlin, Sergeï Yastzjembski a ainsi déclaré, sans toutefois apporter la preuve qu'un accord avait été conclu à Mazar-i-Sharif entre les talibans, le président tchéchène Aslan Maskhadov, le terroriste internationalement recherché Oussama Ben Laden et Djuma Nomangani , dirigeant du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU). Cette version démentie par le président tchéchène, les victoires des talibans à l'automne 2000, en accroissant le sentiment de menace, ont permis à Moscou de mettre l'accent sur la coopération militaire et la lutte anti-terroriste lors du Sommet de Bichkek, tenu en octobre 2000. Au-delà d'une protection contre **cette menace islamiste potentielle, Moscou offre plus fondamentalement son soutien aux régimes autoritaires d'Asie Centrale, leur permettant de boucler l'espace politique et d'interdire toute opposition au régime en place, leur offrant ainsi une garantie de survie.**

Depuis l'élection de Poutine, Moscou semble avoir engrangé un certain nombre de succès . Cependant, ces derniers temps en Asie Centrale de manière générale, les dirigeants des Etats de l'Asie Centrale ne sont pas prêts à hypothéquer leur indépendance et leur liberté d'action pour prix du soutien russe . Seul, l'Ouzbékistan peut avoir les moyens de contrebalancer Moscou, dans une certaine mesure. Son président, Islam Karinov a rejeté à plusieurs reprises l'idée d'une présence de troupes russes sur le territoire de la république.

### **Les Etats-Unis : acteur dans le nouveau " grand jeu " ?**

Les Etats-Unis, en tant que première puissance mondiale, ne pouvaient se désintéresser totalement de l'Asie Centrale dans leur stratégie globale. Cette région, de part sa position hautement géostratégique – située au cœur de l'Eurasie, " arrière-cour du Moyen Orient ", de l'Asie du Sud et de la Chine et surtout à cause de son importance sur le plan nucléaire, intéresse Washington. Quatre puissances nucléaires se côtoient autour de la région : l'Inde, le Pakistan, la Chine, la Russie. L'intérêt américain dans cette région a été aussi marqué par l'aide accordée au démantèlement de l'arsenal nucléaire du Kazakhstan.

Trois facteurs apparaissent déterminants dans la position américaine : les ressources en hydrocarbures de la Caspienne ( qui ont été surestimées), la question du renforcement des liens entre Washington et Ankara et la protection des intérêts des compagnies américaines déjà impliquées dans la mise en valeur des ressources énergétiques de la région <sup>18</sup>. Dès 1994, les Etats-Unis ont eu pour logique d'essayer de briser le bilatéral entre Moscou et les Etats d'Asie Centrale en favorisant l'essor de la coopération militaire bilatérale, notamment en les faisant adhérer au programme de Partenariat pour la Paix ( excepté le Tadjikistan).

Pour Washington, il s'agit de promouvoir le développement d'une Asie Centrale stable détachée de l'influence exclusive de la Russie et aussi de celle potentielle de l'Iran. C'est pour ces raisons que Washington ne cesse de favoriser les projets de désenclavement suivant un **axe Est-Ouest**, c'est à dire évitant à la fois les territoires russes et iraniens, pour les hydrocarbures de la Caspienne. La politique américaine dans la zone de " *la nouvelle Caspienne* " <sup>19</sup> vise, ce n'est pas nouveau, à prévenir l'émergence d'un nouvel empire russe en Eurasie. Le Kazakhstan avait d'abord fait figure de favori de Washington avant de céder la place à l'Ouzbékistan pourtant peu regardant à l'égard des droits de l'homme qui devient le point d'ancrage indispensable à l'essor de

<sup>16</sup> Djalili et Kellner, op.cit. p.79

<sup>17</sup> Igor Ivanov, Ministre des affaires étrangères russes, dans **Les Etats de l'Asie Centrale face aux problèmes de l'islamisme**, de Youri Roubinski, dans Géopolitique – dec.2000. p. 50.

<sup>18</sup> Djalili et Kellner, op.cit ? p. 87 et suivantes.

<sup>19</sup> La nouvelle Caspienne, Dulait- Thual. Op. cit.

l'influence américaine dans la région. L'administration américaine s'intéresse aussi par voie de conséquence au Turkménistan dont les ressources gazières sont considérables et à sa proximité bien utile avec l'Iran.

### **L'Union Européenne : une présence trop discrète.**

L'Union Européenne essaie de jouer un rôle dans la préservation d'un dialogue suivi avec les différentes parties du conflit afghan, ce qui ne signifie pas pour autant que les interlocuteurs afghans soient considérés ou traités de la même façon. En ce qui concerne **l'Etat islamique d'Afghanistan, seul reconnu par la France** comme pour l'ensemble de la Communauté internationale ( hormis le Pakistan et l'Arabie Saoudite), les rencontres avec ses représentants sont autant d'occasions d'échanges de vues sur la situation militaire et politique du pays. Ainsi en a-t-il été de l'entretien, le 4 avril dernier, entre le ministre français, Hubert Védrine et Ahmad Shah Massoud, vice-président de l'Etat islamique, avec lequel ont été évoqués ces aspects ainsi que les questions humanitaires. La France apporte, par ailleurs, son soutien à toute tentative de réconciliation nationale, notamment aux initiatives prises par les personnalités afghanes de l'extérieur et, en particulier, le processus de Rome parrainé par l'ex-roi Zaber qui a pour objectif de tenir une assemblée générale représentative de tous les secteurs de la société ( Loya Jirgah) du pays.

S'agissant des talibans, chaque occasion de rencontre avec leurs représentants est utilisée pour leur adresser un même message avec force, que ce soit à Paris au niveau des fonctionnaires ou à Kaboul, par l'intermédiaire du Chargé d'affaires, en résidence au Pakistan. Ce message consiste à leur rappeler que les nombreuses violations des droits de l'homme qu'ils commettent, en particulier les atteintes graves notamment, à la condition de la femme, sont *“ totalement inacceptables et justifient la condamnation de la Communauté internationale ”*. Il vise aussi à *“ leur demander de mettre un terme au soutien qu'ils apportent au terrorisme international, comme à la production et au trafic de drogue que la France considère comme des menaces sérieuses pour la stabilité régionale et internationale et qui portent atteinte à sa sécurité ”*<sup>20</sup>. L'autre objectif de ces contacts est de garantir la sécurité et la liberté de circulation des ONG françaises qui interviennent dans le domaine humanitaire en Afghanistan. La France n'est pas le seul pays à souhaiter éviter un isolement des talibans *“ qui ne pourrait que les conforter dans leurs positions extrêmes. Une reconnaissance du régime des talibans est exclue ”*, même dans l'hypothèse d'une conquête militaire totale du territoire afghan par ces derniers. La France, en second lieu, *“ a toujours soutenu et continue de soutenir l'action des Nations Unies ”*, notamment celle du secrétaire général en faveur d'un règlement négocié pacifique du conflit afghan. **Elle a voté les résolutions du Conseil de Sécurité ( notamment celle du 15/10/1999, résolutions 1267)** établissant des sanctions à l'encontre des talibans, tout en veillant à y faire inclure ses réserves relatives aux aspects humanitaires. Pour le gouvernement français, *“ l'option militaire n'est pas en effet de nature à résoudre le conflit afghan. Il apparaît impératif que tous les pays pouvant avoir une influence sur les parties belligérantes l'exercent de façon constructive. La France insiste toujours dans ses contacts avec le Pakistan sur la nécessité pour ce pays d'exercer son influence unique et substantielle afin de convaincre les talibans de répondre aux attentes des Nations Unies. La France a enfin engagé un effort exceptionnel face à l'aggravation de la situation humanitaire ”*<sup>21</sup>.

L'Union Européenne est présente en Asie Centrale, en tant que consommateur potentiel de produits énergétiques et fournisseurs de capitaux d'investissements, de services, d'équipements . Sa politique vise à préserver la stabilité de la région et à s'appuyer au maximum sur la complémentarité des économies entre les pays de l'Union et les républiques d'Asie Centrale pour stimuler l'essor du commerce bilatéral. L'engagement de l'Union envers les Etats d'Asie Centrale et du Caucase a été réaffirmé lors de la Conférence de Bakou ( septembre 1998). Un accord multilatéral de dix ans a été signé visant à accroître le développement du projet d'assistance **TRACECA ( Transport corridor Europe-Caucasus Asia)** s'appliquant aux cinq républiques d'Asie Centrale, aux trois républiques du Caucase, et élargi à l'Ukraine et la Mongolie<sup>22</sup>.

### **La Chine : une attention particulière envers les talibans.**

Dans l'analyse géographique et historique de la région, l'Asie Centrale a entretenu avec le monde chinois des contacts étroits dans la longue durée historique. La parenthèse de la vision géographique de l'Asie Centrale

<sup>20</sup> Assemblée nationale : <http://www-questions.assembleenationale.fr/>. **Question n° 59692, de Jean-Claude Lefort** ( communiste, Val de Marne) – **Réponse du ministre des Affaires étrangères du 14/05/2001.**

<sup>21</sup> Op.cit. Assemblée nationale

<sup>22</sup> Djalili et Kellner, op.cit.p.95

Le projet **TRACECA** laisse dessiner un **axe Est-Ouest** qui parcourt toute l'Asie Centrale, des confins de la Chine jusqu'à la mer Noire. Derrière *“ la référence emblématique de la Route de la Soie, ce projet vise à doubler les oléoducs d'un système complet de transports routiers, ferroviaires et maritimes, ainsi que d'un réseau de communications moderne. Deux pays vont tirer leur épingle du jeu ; l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan producteur. L'axe Nord-Sud, concurrent, Russie-Iran, accumule lui les handicaps ”*.

issue de la guerre froide, “ *une sorte de cul-de-sac géographique* ” a explosé au cours des années 90, et la géographie invite à s’interroger lucidement sur le rôle de l’Asie Centrale comme acteur régional essentiel dont le rôle fut minimisé depuis un siècle par la pénétration russe puis par la domination soviétique. L’effondrement soviétique clôt l’expérience coloniale de la Russie en Asie Centrale et ramène au partage de l’espace centrasiatique entre Empire russe et Empire mandchou opéré au XVIII<sup>e</sup> siècles. “ *Si la Russie s’est retirée de son Asie Centrale, la République populaire de Chine demeure dans sa composante spatiale, c’est-à-dire principalement au Xinjiang, l’héritière du colonialisme et de l’impérialisme de la dynastie mandchou des Qing* ”<sup>23</sup>. Aujourd’hui, l’espace centrasiatique mais aussi la région autonome chinoise du Xinjiang, peuplée d’Ouïgours turcophones et musulmans longtemps travaillée par des mouvements séparatistes, tous deux considérés pendant la durée de la guerre froide comme des impasses géographiques, retrouvent leur vocation naturelle de pont et de lieu de passage entre les deux parties de l’Asie et au-delà vers le Moyen Orient et l’Europe. Un article de la revue américaine “ *Strategic Review* ” suggérait ainsi que le “ *grand jeu* ” en Asie Centrale opposerait au XXI<sup>e</sup> siècle les Etats-Unis à la Chine <sup>24</sup>. **Les intérêts de Pékin dans cette zone sont polarisés autour de trois axes : la sécurité définie dans un sens large, les échanges commerciaux et les hydrocarbures.** Le groupe de Shanghai ( Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie et Chine) créé en 1996 a pour objectif de tenter de dégager une position commune dans la lutte contre l’extrémisme religieux, le séparatisme national et le terrorisme international. Dans le même temps, la déclaration conjointe signée par le président chinois et le président turkmène en juillet 2000 à Achkhabad précise curieusement que les deux Etats vont accroître leur coopération dans le même domaine. Face aux talibans, Pékin a adopté une attitude plus pragmatique que certains Etats d’Asie Centrale. Pour la Chine, il s’agit d’empêcher surtout que le territoire afghan ne serve de base arrière à des organisations ouïgoures, ce qui semble possible car les talibans sont très soucieux de voir Pékin négocier avec eux plutôt que contre eux en apportant son soutien à l’Alliance du Nord de Massoud en compagnie de Moscou et de Téhéran. Pékin s’inquiète également de l’accroissement depuis le milieu des années 90 en Asie Centrale et à l’intérieur de ses frontières des trafics de la drogue et des armes.<sup>25</sup> Ces trafics sont très sérieux. En 1998, le groupe de Shanghai a fait de la lutte contre ce trafic une de ses priorités. L’essor d’un narco-traffic ( sa localisation géographique se situe entre les zones de production d’opium du Triangle d’or et celles du Croissant d’or) constitue une menace sérieuse <sup>26</sup>.

En résumé, pour les républiques d’Asie Centrale, la Chine et notamment le Xinjiang offre une voie potentielle de désenclavement importante en direction des marchés de l’Est et de ceux du Pacifique.

La dernière réunion du groupe de Shanghai laisse entrevoir l’embryon “ *d’une organisation régionale de sécurité collective tournée principalement contre les Etats-Unis* ” et dans laquelle Pékin laisserait jouer à Moscou le rôle principal sur la scène centrasiatique. Malgré le **partenariat stratégique** signé entre les deux pays en **1969, le très récent traité d’amitié** ( le premier depuis cinquante ans) signé lors du sommet Poutine-Zemin au Kremlin, début juillet 2001, la réaffirmation du réattachement commun à “ *l’importance du Traité ABM qui constitue la pierre angulaire de la stabilité stratégique et de la réduction des armements stratégiques,* ” n’assiste-t-on pas en réalité à une suspension de compétition entre les deux Etats plutôt qu’à une véritable coopération ? Si les relations entre les deux Etats s’accordent en ce qui concerne la lutte contre la “ *menace islamiste* ”, leurs positions divergent sur la manière de traiter le problème afghan. Les gestes d’ouverture de la Russie à l’égard de l’Inde jettent aussi une ombre à la bonne marche du rapprochement russo-chinois, même si Vladimir Poutine “ *affirme que la coopération militaire traditionnelle entre Moscou et New Delhi se limiterait au maintien de l’équilibre sur le sous-continent indien* ” <sup>27</sup>.

### **L’Inde : la crainte de l’encerclement.**

Depuis la guerre qui l’a opposée à Pékin en 1962, et même si leurs relations se sont améliorées, New Delhi redoute une trop grande influence de la Chine sur l’Asie Centrale et une collaboration sino-pakistanaise trop étroite. En mai 1998, la série d’essais nucléaires qu’elle a menée était en partie dirigée contre Pékin, qualifiée de “ *menace numéro un* ” sur la sécurité de l’Inde. L’Inde craint en effet qu’Islamabad ne développe des liens

<sup>23</sup> Djalili et Kellner, op.cit.p.99 et suivantes.

<sup>24</sup> Kunzweiller W. **The new Central Asian great game, Strategic review**, vol. XXVI, n°3, 1998,p.28

<sup>25</sup> Djalili et Kellner, op.cit. p.254 et suivantes : **Le Trafic de drogue et la criminalité internationale.**

<sup>26</sup> La **principale ressource** exportée de l’Afghanistan **est l’opium**. Elle en a produit en 1999, 4581 tonnes, soit une augmentation de 70 % par rapport à 1998, ce qui correspond à un gain de 183 millions de dollars pour les cultivateurs de pavot. Les talibans ont demandé à la population de **réduire la production de 30 %** puis de la cesser totalement, **en août 2000, à la demande de l’Onu** mais sans grande détermination, tant cette ressource, par les taxes qu’elle procure est vitale pour le régime.

D’autres ressources comme **les émeraudes de la vallée du Panshir** rapportent 60 millions de dollars par an, au chef rebelle tadjik, Massoud.

<sup>27</sup> Roubinski, op.cit.p.50 et suivantes.

privilegiés avec des Républiques d'Asie Centrale qui pourraient adopter des comportements politiques proches de ceux du Pakistan, formant ainsi un nouvel espace dominé par des régimes conservateurs islamiques qui lui seraient hostiles et qui pourraient constituer " *la profondeur stratégique* " qu'il recherche depuis la sécession du Bangladesh en 1971. Une telle hypothèse n'est pas dénuée de fondement. Islamabad a utilisé la carte de la solidarité islamique dans ses relations avec l'Asie Centrale, notamment à l'occasion des sessions de l'ECO ( Economic Cooperation Organisation) en accusant notamment New Delhi de persécuter les populations musulmanes au Cachemire. Outre la compétition pour l'influence politique , s'ajoute la compétition pour l'obtention de marchés et des hydrocarbures de l'Asie Centrale notamment ceux du Turkménistan et la question épineuse de leur acheminement ( projet de gazoduc " Centgas ").

**Au contraire du Pakistan, en mettant l'accent sur la lutte contre le radicalisme islamique, le terrorisme transfrontalier et le trafic de drogue provenant de l'Afghanistan, New Delhi tisse de nouveaux rapports de coopération avec les républiques d'Asie Centrale notamment avec l'Ouzbékistan et avec la Russie avec qui elle a signé un partenariat stratégique.** Vladimir Poutine a suggéré lors du Sommet du groupe de Shanghai réuni à Douchambé durant l'été 2000 que l'Inde se joigne à ce forum régional.

Un dernier élément, non négligeable, qui pousse l'Inde à suivre de près la situation afghane, c'est la lutte contre le trafic de la drogue qui constitue une occasion d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis, relations mises à mal par les essais nucléaires de 1998. Enfin, pour assurer son approvisionnement énergétique, il n'est pas exclu que l'Inde pourrait se tourner davantage vers l'Iran.

### **L'Iran : une position " modérée " qui mise sur les hydrocarbures.**

En matière de prosélytisme religieux en Asie Centrale, Téhéran a pris une attitude plus modérée que celle du Pakistan ( ou de l'Arabie Saoudite). Les troubles sérieux qui ont éclaté en 1998, dans la vallée de Ferghana en Ouzbékistan ont été dénoncés par le gouvernement de Tachkent comme " *une provocation d'islamistes ouzbeks sous protection pakistanaise* ". Cette mise en cause du Pakistan a eu le mérite d'amener le constat nouveau suivant : l'Iran ne joue plus la *carte islamiste*, ne se nourrissant plus d'illusions sur ses propres capacités à opérer une percée.

La pénétration islamiste iranienne se heurte en effet à l'absence de relais régionaux : il n'existe pas en Asie Centrale de fortes communautés chiites comparables à celles qui ont permis à l'Iran de jouer un rôle-clé au Liban ou en Afghanistan. De plus, les seuls réseaux par lesquels transitent les activistes islamiques, sont contrôlés par les Etats sunnites, arabes en particulier auxquels il faut ajouter le Pakistan. Paradoxalement, souligne Olivier Roy, " *les attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est, d'août 98, ont soudainement mis en lumière une tendance pourtant évidente depuis l'attentat contre le World Trade Center de 1993 : le radicalisme islamique est passé d'une mouvance proche de l'Iran à une mouvance sunnite qui, pour avoir pris racine parmi les alliés des Etats-Unis ( Pakistan, Arabie Saoudite) n'en est pas moins marquée par un très fort anti-américanisme depuis la guerre du Golfe* "28. Or cette radicalisation anti-américaine s'est accompagnée d'une radicalisation anti-chiite et donc anti-iranienne dont les massacres de milliers d'Hazaras chiites et les assassinats de diplomates iraniens perpétrés au Pakistan et en Afghanistan fournissent une illustration. **Pour les nouveaux radicaux islamistes -dont Oussama Ben Laden et les talibans- les vrais ennemis sont les Occidentaux et les Iraniens. Ce réalignement interne du radicalisme islamique isole l'Iran du fondamentalisme contemporain et le rapproche de fait, des Américains.**

La perception de l'Ouzbékistan à l'égard de l'Iran a en conséquence changé, ouvrant une détente potentielle entre les deux pays. L'Iran a décidé de miser sur les hydrocarbures, à savoir offrir aux républiques d'Asie Centrale le débouché le plus court et le moins cher vers les marchés émergents en étant prêt de construire un nouvel oléoduc ( reliant la Caspienne à la mer d'Oman) et de conclure des accords de swap : il s'agissait de consommer dans le Nord de l'Iran du pétrole de la Caspienne et de commercialiser pour un montant équivalent, le pétrole produit dans le Sud du pays. La seule parade avancée par Téhéran pour pallier les difficultés de sa politique centrasiatique et la montée de l'influence américaine dans la zone est le développement d'une coopération économique, technologique et militaire avec la Russie, perturbée récemment par la position russe sur le nouveau statut juridique pour la mer Caspienne, et par la seconde guerre que Moscou mène à une population musulmane : celle de la Tchétchénie. En devenant un élément dynamique et incontournable dans la nouvelle configuration régionale qui se met en place à sa porte, ce pays essaie de relancer sa politique étrangère et d'amener les pays occidentaux, à terme, à reconnaître son importance stratégique. L'accession à l'indépendance des Etats d'Asie Centrale modifie de fond en comble l'environnement géopolitique de l'Iran et lui donne une possibilité nouvelle : celle de devenir un pays de transit et un élément essentiel de la nouvelle Route de la Soie qui se dessine.

---

<sup>28</sup> Djalili et Kellner, op.cit, p.125.

Le “ syndrome afghan ” illustre bien à l’extrême l’immense difficulté des problèmes de développement de toute l’Asie Centrale. Celui-ci se fait et ne se fera que par une période longue de tensions sociales et politiques, même s’il ne faut s’attendre à aucune remise en cause des Etats. L’enracinement des nouvelles nations dépend autant de facteurs intérieurs que de la faiblesse des puissances environnantes : Russie, Iran, Pakistan, Afghanistan qui n’ont pas les moyens de leurs ambitions .

La guerre civile devient une guerre ethnique en Afghanistan. Pour les talibans, pachtoues et les sunnites, il y a le niveau ethnique, jamais dit, mais très important et le niveau religieux qui s’exerce surtout contre les Hazaras chiites, selon eux hérétiques. Les talibans apparaissent de plus en plus comme un pouvoir ethnique, et même s’ils constituent l’ethnie majoritaire en Afghanistan, leur légitimité islamique en prend un coup. Le problème est de savoir si le soutien pachtoue aux talibans va durer ou si d’autres clivages notamment tribaux, ne vont pas apparaître en leur sein.

Comme le propose Koïchizo Matssuura, directeur général de l’Unesco, “ *la destruction criminelle des bouddhas de Bamiyan ou des statues préislamiques dans les musées d’Afghanistan apparaît comme une régression culturelle et appelle un nouveau type de sanctions : le Tribunal pénal international n’a-t-il pas montré l’exemple en faisant figurer la destruction de monuments historiques parmi les seize chefs d’accusation retenus concernant l’attaque de 1991 contre le port historique de Dubrovnik en Croatie ?*<sup>29</sup>.

Les populations d’Afghanistan ont un besoin urgent du soutien massif et de l’aide de la communauté internationale <sup>30</sup>, les femmes afghanes ont besoin de solidarité active face à l’obscurantisme taliban. Enfin, l’OSCE peut assurer certaines missions que peu d’autres sont à même de remplir : que ce soit dans la surveillance du respect des questions relatives à la promotion d’institutions démocratiques et à la surveillance des processus électoraux, à la prévention des conflits ou à la lutte contre le trafic de la drogue. Sa contribution pourrait ici être d’autant plus originale qu’elle est capable, selon ses statuts, de jouer à la fois sur les registres public et privé. Elle peut aussi offrir une assistance au développement et au renforcement des institutions nationales de tous ces pays tout en apportant un soutien aux organisations non gouvernementales pour favoriser à travers elles l’émergence patiente d’une société civile dans un nouvel espace, résultat de l’effondrement de l’Union Soviétique, situé au carrefour des mondes, à la confluence des influences chinoises, iraniennes, indiennes, turques et européennes, devenues objet de rivalités et du jeu d’influences de grandes et moyennes puissances...et où des bouleversements fondamentaux les plus inattendus peuvent survenir <sup>31</sup>. Beaucoup de prudence s’impose dans les conclusions : “ *Dans la géopolitique, la politique prime sur la géographie, géographie qui, elle-même, se modifie au gré du politique* ”.<sup>32</sup>

Le 25/8/2001

---

<sup>29</sup> Point de vue : **Les crimes contre la culture ne doivent pas rester impunis**, par Koïchizo Matssuura, dans Le Monde ( 16/03/01)

<sup>30</sup> **Drame humanitaire en Afghanistan, quatre millions d’Afghans se sont réfugiés à l’étranger**, de Françoise Chipaux. Le Monde ( 06/07/mai 2001).

<sup>31</sup> **L’Asie Centrale prend le large**, Olivier Roy. Politique internationales n° 82. p. 123 et suivantes ( 1998/99).

<sup>32</sup> Djalili et Kellner, op.cit. p.273.